

Drame migratoire : Echec du Kenya à décrocher une condamnation du Maroc et de l'Espagne

01.07.2022 Drame migratoire : Echec du Kenya à décrocher une condamnation du Maroc et de l'Espagne

Bien qu'un briefing se soit tenu, mercredi, au Conseil de sécurité sur le drame migratoire du vendredi 24 juin survenu à la frontière entre le Maroc et Melilla, le Kenya n'a pas réussi à décrocher une condamnation du Maroc et de l'Espagne.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a tenu, mercredi, un briefing sur le drame migratoire ayant coûté la vie à 23 migrations à la frontière séparant le Maroc à Melilla. Le Kenya, membre non permanent, était à l'origine de la convocation du Conseil et a même rédigé un projet de déclaration, qui n'a pas été adopté, écrit l'AFP.

«Ce texte, qui a suscité la réticence notamment des États-Unis, n'a aucune chance d'aboutir en l'état», confient plusieurs diplomates à l'agence, notant que les membres africains du Conseil de sécurité, le Ghana et le Gabon en l'occurrence, «n'ont pas affiché d'unité sur la réponse que devrait donner le Conseil à la tragédie de Melilla».

Interrogé à ce sujet à l'issue de la réunion, l'ambassadeur adjoint du Kenya, Michael Kiboino, s'est refusé à tout commentaire mais a assuré que des discussions se prolongeaient sur le projet de déclaration de son pays. La réunion visait à ce que le Conseil de sécurité réclame, dans une résolution, un «traitement humain» pour les Africains et souligne la nécessité de «répondre au besoin de sécurité des Africains qui fuient les guerres et l'insécurité dans leurs pays», a ajouté Michael Kiboino. «Le Conseil de sécurité et ses membres se montrent très préoccupés par le sort des réfugiés d'autres conflits. Nous croyons que les Africains fuyant les guerres et l'insécurité dans leurs pays méritent le même respect», a-t-il insisté.

L'AFP souligne aussi que la session avait débuté par un exposé d'Ilze Brands Kehris, une adjointe du secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'Homme. «Un évènement plutôt rare au Conseil de sécurité», ont noté des diplomates.

Le Kenya espérait une condamnation du Maroc et de l'Espagne

La représentation diplomatique du Kenya a également publié, jeudi, un long communiqué de presse pour revenir sur les événements du vendredi 24 juillet, à la frontière entre le Maroc et Melilla. Elle y décrit «une brutalité horrible» à laquelle ont été soumis «de jeunes Africains pleins d'espoir, de la part des forces de sécurité». «Il y a exactement deux ans, le Conseil des droits de l'Homme a adopté la résolution sur la « Promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine contre l'usage excessif de la force et d'autres violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre ». Ce qui est arrivé aux migrants qui tentaient

d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla est une violation flagrante de cette résolution», dénonce-t-elle.

«Plutôt que d'être protégés, ils ont été agressés. Malheureusement, ce n'était pas un incident isolé. Il s'inscrit dans une tendance inquiétante de ces dernières années où les personnes d'ascendance africaine voyageant vers l'Europe via la Méditerranée souffrent de violations extrêmes de leurs droits humains.»

Représentation du Kenya auprès de l'ONU

Le communiqué ajoute que «des milliers de personnes sont mortes, des milliers d'autres ont été vendues comme esclaves et beaucoup d'autres ont été violemment agressées». Evoquant la préoccupation du Conseil de sécurité quant à la crise en Ukraine, la même source dit croire que «que les Africains fuyant les guerres et l'insécurité dans leurs pays méritent le même respect».

Following the deaths of African #migrants attempting to enter the Spanish enclave of #Melilla, Kenya called for an AoB at the #UNSC to receive a detailed briefing on the incident on 29th June.

Thereafter, Kenya issued a press statement whose correct & final version is below: pic.twitter.com/B4SRGSNyYm

*– Permanent Mission of Kenya to the UN ?? ??
(@KenyaMissionUN) June 30, 2022*

Tout en condamnant «fermement les mauvais traitements infligés à tous les migrants et réfugiés, où qu'ils se trouvent», la représentation du Kenya a plaidé pour «la promotion et à la protection des droits des personnes d'ascendance africaine par tous les pays, sans exception». Elle a également appelé à une intervention de l'Union européenne et l'Union africaine pour «garantir que les déplacements vers l'Europe, pour de multiples raisons, dont certaines sont liées à son histoire avec l'Afrique, se font en toute sécurité et dans la dignité».

Bien que le communiqué ne cite pas le Maroc, le Kenya a dit qu'il espérait voir «non seulement une condamnation de ce qui s'est passé (...) mais plus important encore, des mesures pratiques pour garantir que de tels actes ne se reproduisent plus, nulle part».

Source

:

<https://www.yabiladi.com/articles/details/129300/drame-migratoire-echec-kenya-decrocher.html>